

TRIBUNE

2 contributions sur l'analyse du milieu étudiant

1

une radicalisation complexe

1.- ANALYSE DU MILIEU ETUDIANT

En 1961, il y avait en France 237.000 étudiants, en 1973, il y en avait 770.000 pour les seuls effectifs des universités et des grandes écoles. Ce gonflement spectaculaire des effectifs étudiants ne constitue pas simplement un changement qualitatif. Il se traduit par un changement qualitatif de la population scolarisée dans le supérieur. Ceux qui se trouvent aujourd'hui dans les Universités n'ont pas la même origine sociale que ceux qui s'y trouvaient il y a 20 ans. En 1959 il y avait 5,3 % d'enfants d'ouvriers à l'Université (1,6 % en 1938 !). En 1973, il y en a 15 %. Autrement dit, il y avait 12.000 enfants d'ouvriers (au sens que l'INSEE donne à ce mot) dans l'enseignement supérieur en 1959 ; il y en a au moins 120.000 aujourd'hui. Si on ajoute à ce chiffre les 9,6 % d'enfants d'employés, on constate qu'au moins un étudiant sur quatre est aujourd'hui d'origine prolétarienne. Et probablement plus, si on décortique la catégorie mystificatrice des "cadres moyens". Il demeure toutefois que 29,6 % des étudiants sont issus de famille de cadres supérieurs ou de profession libérale ; que 14,6 % sont fils de patrons ; que 9,5 % sont fils "d'agriculteurs" (en général de gros agrariens). Si on ajoute à ceux-là, les enfants de "cadres moyens" appartenant à la petite-bourgeoisie de fonction, on constate que les deux-tiers des étudiants sont encore d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise.

Si l'origine sociale du milieu étudiant s'est modifiée dans le sens d'une ouverture aux enfants

de la petite-bourgeoisie (traditionnelle et de fonction) et dans une moindre mesure, à ceux de la classe ouvrière, le devenir professionnel des étudiants s'est modifié également.

L'explosion scolaire et universitaire correspond essentiellement à une nécessité économique et sociale : déclenchée au lendemain de la seconde guerre mondiale, la "révolution scientifique et technique" a provoqué un bond qualitatif des forces productives. La part du travail intellectuel dans l'économie et la société s'est considérablement accrue. L'innovation technologique (application des découvertes scientifiques à l'industrie) joue désormais un rôle de premier plan dans la croissance économique, la concurrence entre les monopoles, la lutte des puissances pour l'hégémonie politique et militaire. La place nouvelle qu'occupe la science dans le complexe des forces productives affecte profondément la structure de l'emploi des pays capitalistes avancés. Elle exige la formation de personnels hautement et moyennement qualifiés, qui développent (chercheurs), diffusent (enseignants), utilisent (techniciens, ingénieurs, cadres, prestataires de services etc..) le savoir, de la recherche la plus abstraite aux applications les plus courantes.

Le travail intellectuel cesse d'être l'apanage de groupes restreints pour devenir l'activité de millions d'hommes. Le réseau "secondaire-supérieur" de l'enseignement devient l'instrument (inadéquat) de sélection et de formation des nouvelles couches intellectuelles dont le capitalisme a besoin.

Ces nouvelles couches intellectuelles ne forment pas une nouvelle classe sociale (la "classe technicienne") distincte des classes fondamentales de la société bourgeoise. Elles constituent des couches nouvelles au sein de ces classes fondamentales : les techniciens, les ingénieurs de production, les dessinateurs etc... constituent des sections nouvelles de la classe ouvrière. Les cadres administratifs et commerciaux, les enseignants, les spécialistes des services médicaux et sociaux etc... constituent des sections de la petite-bourgeoisie. Les cadres supérieurs à fonction de direction, les